

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'EMPRISE ÉTRANGÈRE—LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT WATKINS—LA CRÉATION D'UN ORGANISME DE SURVEILLANCE

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant. Étant donné que les mesures prises récemment par les États-Unis portent préjudice à notre économie nationale, le gouvernement songe-t-il à mettre en œuvre sans retard les recommandations du rapport Watkins sur la propriété étrangère ainsi que celles du comité des affaires extérieures de la Chambre visant à créer un organisme chargé de surveiller l'activité des filiales de sociétés étrangères?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas vasouiller dans ma réponse. Bien entendu, le gouvernement a adopté certaines des recommandations du comité d'étude établi par mon prédécesseur lorsque les vues de M. Watkins n'étaient pas aussi avancées qu'elles le sont aujourd'hui.

M. Saltsman: Étant donné sa réponse, le premier ministre suppléant peut-il nous dire si le gouvernement a l'intention de contrôler les sociétés d'appartenance étrangère afin de s'assurer qu'elles ne détournent pas la production du Canada vers les États-Unis, et, dans l'affirmative, comment il compte s'y prendre?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas l'intention de créer d'organisme à cet effet, mais il a d'autres moyens, comme l'a dit son chef, de savoir ce qui se passe dans ces sociétés et de s'assurer qu'elles se soumettent à la loi canadienne, non à la loi américaine.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au premier ministre suppléant.

L'ancien ministre des Communications, le député de Duvernay, déclarait hier que notre politique devrait prévoir une action monétaire libérale et capable de satisfaire à nos exigences en matière de capitaux, savoir que les provinces empruntent au pays et que la Banque du Canada mette des fonds en disponibilité par les voies financières...

M. l'Orateur: A l'ordre. J'espère que l'honorable député veut poser une question et non pas répéter le discours prononcé hier par le député de Duvernay.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je voudrais savoir si le gouvernement considère actuellement cette solution pour venir en aide aux provinces et favoriser par le fait même le développement et l'expansion de notre économie?

* * *

LES TRANSPORTS

LE BAC DE SOUTH BAY—TOBERMORY—LE CONGESTIONNEMENT

[Traduction]

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser ma question au ministre des Transports. Vu le congestionnement dont souffre le service du traversier de Tobermory à South Bay depuis deux ou trois ans que la circulation ne cesse d'y augmenter, quelles mesures

[L'hon. M. Jamieson.]

le gouvernement compte-t-il prendre pour remédier à la situation?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, des réunions ont eu lieu avec le gouvernement de l'Ontario, dont la plus récente remonte au 26 ou 27 juillet. Nos hauts fonctionnaires se sont réunis par la suite en vue de trouver un accord fédéral-provincial grâce auquel le service pourrait être amélioré et la responsabilité en être, avec le temps, assumée par la province. J'espère que cela se fera à l'automne.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE CONTINGENTEMENT ET L'AUGMENTATION DES DROITS D'ENTRÉE SUR LE PORC AU JAPON—LES DÉMARCHES DU CANADA

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le Japon a exprimé l'intention d'imposer de nouveaux contingentements et d'augmenter les droits d'importation sur le porc à compter du 30 septembre 1971, le gouvernement a-t-il pris des initiatives en vertu du GATT pour demander au Japon de remettre ces mesures, et a-t-il cherché à en arriver à une solution permanente? Sinon, le gouvernement compte-t-il agir dans ce sens?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je prends acte de la question, monsieur l'Orateur.

* * *

AFFAIRES URBAINES

LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UN STADE COUVERT À TORONTO

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des affaires urbaines. Le ministre songe-t-il à accueillir favorablement toute demande d'aide financière de la part de la ville de Toronto pour l'érection d'un stade couvert?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je regrette, mais je n'ai pu entendre la question.

M. Gilbert: Je la répète. Le ministre songe-t-il à accueillir favorablement toute demande d'aide financière de la part de la ville de Toronto pour l'érection d'un stade couvert?

L'hon. M. Andras: Monsieur l'Orateur, c'est très improbable, et je n'ai pas reçu de demande directe de la ville de Toronto à cette fin.